

Jean-Pierre DOZON

L'Afrique à Dieu et à Diable, États, ethnies et religions
(Ellipses, Paris, 2008, 138 p.)

168

Chercheur à l'EHESS, J.-P. Dozon revient dans cet ouvrage sur une question essentielle : celle de l'État en Afrique tant dans une perspective historique que dans ses dimensions contemporaines, qui témoignent d'un enracinement certain, structurant les sociétés africaines. Cependant, ces États, produits des découpages coloniaux, ont été soumis à de multiples dérégulations générées depuis les indépendances par la guerre froide puis par l'expansion du néolibéralisme et les turbulences qui en ont surgi et ont laissé penser à leur dépérissement.

Ces faiblesses ainsi constatées ont entraîné une multiplication de revendications identitaires, de pulsions ethniques et surtout des fuites dans le religieux prenant diverses formes selon les contextes.

Dans la première partie, l'auteur analyse, dans un style simple et sans jargon, la manière dont ces « cadres d'une histoire commune » ont été dévalorisés mais sans jamais être totalement détruits, preuve en retour de leur force. Reprenant à son compte les techniques de gouvernement colonial, l'État issu des indépendances a su composer avec l'ethnie, présentée comme la structure de base et au final souvent comme « l'une des modalités du processus de construction nationale » pour s'imposer sur le territoire national. Toutefois, le discours

et les politiques libérales des années 90 vont rapidement tendre à dispenser les États de faire du développement le motif central de leur propre existence au profit d'une déréglementation fatale aux populations, travaillant à l'écllosion de forces centrifuges.

Ainsi, dans une deuxième partie, J.-P. Dozon analyse l'explosion de l'offre religieuse, cette « déferlante sur fond de marasmes sociaux et de contestations politiques » qui part à la conquête d'espaces publics et des sphères politiques. Participant d'une logique d'atomisation mais aussi d'autonomisation, le fait religieux africain tend dans le même mouvement à amortir les inégalités socio-économiques.

C'est toute cette ambivalence décrite à partir d'exemples précis qui constitue le point fort de cet ouvrage d'autant que l'auteur conclut en proposant de combattre cet éclatement par le renforcement des États aussi bien en annulant définitivement leur dette extérieure qu'en leur donnant les moyens de se réapproprier leurs politiques publiques.

À l'aune des discours récents sur le « retour de l'État », ce livre offre des pistes de réflexion stimulantes et donne à penser que cet acteur principal est sans doute le seul à pouvoir encore organiser le vivre en commun et surtout lui donner des perspectives.

RAPHAËL PORTEILLA